



Forum France RIO+20

LES ACTEURS FRANÇAIS S'ENGAGENT, INTERPELLENT ET SE MOBILISENT

8 juin 2012
Paris – Parc de la Villette



Sommaire

- Programme du Forum du 8 juin 2012

- Le Club France RIO+20

- Synthèse de l'étude Opinionway / Club France RIO+20
« Les Français et les enjeux du Sommet de la terre RIO+20 »

- Positions du Club France RIO+20 et son Manifeste

- La délégation du Club France RIO+20 à Rio en juin 2012

- Le Pavillon France Rio+20

- Focus sur : Comité 21, cabinet Alliantis et Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette

- Les autres membres du Club France RIO+20

- Les réseaux partenaires du Club France RIO+20



CLUB FRANCE
RIO+20

FORUM FRANCE RIO+20

8 JUIN 2012 - PARC DE LA VILLETTE

**COMMENT LA CREATION, L'INNOVATION, L'IMAGINATION
APPORTENT UN NOUVEAU SOUFFLE À LA PLANÈTE**

Du 20 au 22 juin prochain, les chefs d'État se réuniront à Rio de Janeiro, 20 ans après le premier Sommet de la Terre. Dans un contexte mondial de changements climatiques, d'épuisement des ressources, de pollutions, d'accélération démographique, de risques sanitaires, la question qui leur est posée est double : Quelle gouvernance de l'environnement dans une démarche globale de développement durable ? Comment rendre plus «verte» l'économie dans un contexte d'éradication de la pauvreté ? C'est le moment de leur transmettre un message optimiste d'un monde à réinventer.

Programme

8h30 : Accueil café des personnalités
Accueil du public - Espace Charlie Parker

9h15 : Interventions d'accueil

- Jacques Martial, président de l'Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette
- Gilles Berhault, président du Comité 21, président du Comité d'orientation du Club France Rio+20

9h30 : Intervention d'ouverture

- François Hollande, président de la République

10h00 : Table ronde 1 : Un sommet des Nations Unies pour quoi faire ?

- *Gilles Berhault : modérateur*

Débat sur les objectifs de Rio+20 et la Gouvernance :

- Bettina Laville, directeur de la rédaction Vraiment durable, conseiller d'État
- Jacques Auxiette, président de la Région Pays-de-la-Loire
- Nicolas Hulot, président de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme
- Jean-Pierre Thébault, ambassadeur de France chargé de l'environnement

10h45 : Interventions

- Maud Fontenoy, porte-parole de l'UNESCO pour les océans
- François Loos, président de l'ADEME
- Pascal Canfin, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du développement

11h05 : Découverte en images du Pavillon France Rio+20

- François Pujolas, secrétaire général en charge de la préparation de la France à la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20)
- Gilles Berhault, président du Comité 21
- Sylvianne Villaudière, coordinatrice générale du Pavillon France Rio+20

11h15 : Table ronde 2 : Propositions pour Rio+20 des acteurs de la société civile

- *Jean-Marie Colombani – modérateur*
- Ronan Dantec, sénateur, porte-parole climat du réseau mondial Cités et Gouvernements Locaux Unis
- Bernard Guirkingier, DGa Suez Environnement, membre du CESE
- Patrick Pierron, secrétaire national développement durable de la CFDT
- Pierre Radanne, Collectif Rio+20, président de 4D

Grands témoins :

- SE José Maurício Bustani, ambassadeur de la République du Brésil en France
- Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre, vice-président du Sénat, président de la Fondation Prospective et Innovation

12h : Intervention de clôture des débats :

- Nicole Bricq, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

12h15 : Témoignages de personnalités et d'artistes

- *Gilles Berhault, Antoine Charlot et Sylvianne Villaudière : modérateurs*
- Florence Berthout, directrice générale l'Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette
- Afsané Bassir, directrice du centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles
- Serge Orru, directeur général de WWF France, fondateur du Festival du Vent
- Hares Youssef, président fondateur de The 40 Foundation
- Gérard Wolf, directeur du développement international d'EDF
- Yann Arthus-Bertrand, président de la fondation Goodplanet, photographe
- Jean-Marc Borello, président du directoire du Groupe SOS
- Philippe Vasseur, président du World Forum Lille,
- Marion Guillou, Présidente de l'Inra

Clôture et séance photo

Avec plusieurs interventions et en présence :

- Leïla Aïchi, sénatrice, membre du bureau de la commission Affaires Etrangères et Défense
- Yann Arthus-Bertrand, président de la fondation Goodplanet, photographe, reporter, documentariste
- Jacques Auxiette, président de la Région Pays-de-la-Loire
- Afsané Bassir, directrice du centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles
- Florence Berthout, directrice générale de l'établissement public du parc de la grande halle de la Villette
- Marc Bringer, architecte
- Jean-Marc Borello, président du directoire du Groupe SOS
- Nicolas Boquet, directeur environnement-énergie de l'AFEP
- Alexandra Box, représentante de l'UNAF
- Ronan Dantec, sénateur
- Dominique Campana, directrice de l'action internationale de l'ADEME
- John Conley, artiste
- Françoise Dorocq, présidente fondatrice de l'association Apte Autisme
- François Fatoux, délégué général de l'ORSE

- Geneviève Ferone, directrice de la direction du développement durable de Veolia Environnement
- Alexandre Florentin, initiateur de Paris +20
- Françoise Guichard, directrice du développement durable de GDF SUEZ
- Marion Guillou, Présidente de l'Inra
- Bernard Guirkinge, DGA de Suez Environnement
- Ghislaine Hierso, présidente d'Orée
- Nicolas Hulot, président de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme
- Nicolas Imbert, directeur exécutif de Green Cross France et Territoires
- Philippe-Loïc Jacob, président d'Eco-Emballages
- Martine Jauroyon, directrice développement durable et performance d'EGIS
- Jean-Louis Jossic, chanteur-conteur des Tri Yann
- Yoyo Maeght, éditrice, galeriste et commissaire d'exposition française
- Isabelle Joschke, navigatrice et ambassadrice Green Cross
- Brigitte Kahane, fondatrice de l'Observatoire de l'EcoDesign
- Yves Lapiere, directeur général de l'INPI
- Franck Laval, président d'Ecologie sans Frontière
- Bettina Laville, directeur de la rédaction de Vraiment durable, conseiller d'État
- Gérard Magnin, délégué général d'Energy Cities
- Philippe Mangeard, président du Cercle pour l'Optimodalité
- Jacques Martial, président de l'Établissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette
- Michel Meunier, président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise
- Serge Orru, directeur général de WWF France, fondateur du Festival du Vent
- Blaise Patrix, artiste, président des Ateliers partage Europe
- Patrick Pierron, secrétaire national développement durable de la CFDT
- François Pujolas, secrétaire général en charge de la préparation de la France à la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20)
- Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre, sénateur
- Didier Rapaud, Directeur Artistique du Festival Photoreporter de Saint-Brieuc
- Maurice Rieutord, délégué général de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe
- Aurélien Sautière, directeur de Décider Ensemble
- Jacques Schramm, président, l'Observatoire des Achats Responsables
- Jean-Pierre Sicard, Directeur général délégué de CDC Climat
- Bruno Sroka, kite-surfeur et ambassadeur Green Cross
- Gwenola Stephan, représentante de l'AMF
- Jean-Pierre Thébault, Ambassadeur de France chargé de l'environnement
- Yann Toma, professeur des Universités à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur de l'équipe de recherche Art&Flux
- Claire Tutenuit, déléguée générale d'Entreprise pour l'Environnement (EpE)
- Hélène Valade, présidente du Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D)
- Philippe Vasseur, président du World Forum Lille
- Henri Verdier, président de Cap Digital et de Futur en Seine
- Gilles Vexlard, paysagiste, représentant de Plateforme Paysage et Prospective
- Gérard Wolf, directeur du développement international d'EDF

- André Manoukian, artiste, auteur compositeur

12h45 : A l'extérieur Prairie du Cercle Sud lancement d'une scène musicale par André Manoukian et Gilles Berhault

- Zoufris Maracas (Zouk Rumba / France)
- Flavia Coelho (Bossa Muffin / Brésil)
- Ben Mazue (Soul Rap / France)
- Woz Kaly (World / Sénégal)
- Zépis (Salsa Jazz / France)
- special guests André Manoukian

13h15 : Déjeuner-buffet réservé à la presse, aux intervenants et partenaires du Club France RIO+20 - Restaurant la Villette Enchantée (sur inscription et invitation)



LE CLUB DES ACTEURS FRANÇAIS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

EN ROUTE VERS RIO+20

Rassemblant de nombreux réseaux d'élus territoriaux, d'entreprises, de dirigeants associatifs et académiques, le Club France RIO+20 permet de :

- Ouvrir un espace indépendant de dialogue nécessaire au progrès en croisant les regards entre les acteurs publics, privés et associatifs.
- Mutualiser les moyens et informations utiles sur Rio +20 ;
- Permettre une présence efficace et coordonnée des acteurs français à l'occasion de Rio +20 en apportant sur la scène internationale « **un nouveau souffle** » au **concept du développement durable** s'appuyant sur la réflexion, les réalisations territoriales et les technologies françaises.

Activités du « CLUB FRANCE RIO +20 »

- Actions de sensibilisation et de promotion vers un large public, en France et à Rio de Janeiro
- Réalisation d'une enquête sur les attentes des acteurs à l'égard de la gouvernance mondiale de l'environnement et du développement durable,
- Elaboration d'un « Manifeste »
- Mise au point de positions collégiales à l'égard du Draft Zéro sur Rio+20
- Contribution au Pavillon France Rio+20
- A l'attention des réseaux partenaires et membres du Club :
 - Echanges d'informations privilégiées.
 - Participation aux consultations des pouvoirs publics sur Rio+20
 - Participation aux réunions proposées par le Comité 21 et les réseaux partenaires du Club France RIO+20 (notamment les Forums du 13 décembre 2011, 3 avril 2012 puis 8 juin 2012 à Paris)
 - Participation à une délégation pluri-acteurs français à Rio en juin 2012

Coordination et contacts du Club France Rio +20 :

Gilles Berhault, président du Comité 21

Sylvianne Villaudiere, directrice fondatrice du cabinet Alliantis,

Antoine Charlot, responsable programme Territoires durables du Comité 21,

Pierre-Samuel Guedj, associé Publicis Consultants

Information : contact@clubfrancerioplus20.org

www.rioplus20france.org

LES FRANÇAIS ET LES ENJEUX DU SOMMET DE LA TERRE RIO+20

■ Note méthodologique

Étude réalisée par OpinionWay pour le Club France RIO+20 auprès d'un **échantillon de 1051 personnes**, représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus**.

L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Mode d'interrogation: L'échantillon a été interrogé en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview).

Dates de terrain: les interviews ont été réalisées **du 22 au 24 mai 2012**.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 2 à 3 points au plus pour un échantillon de 1000 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

■ Synthèse de l'étude

- **En dépit d'une séquence électorale fortement centrée sur les enjeux économiques nationaux, les Français continuent d'être préoccupés par la question des équilibres environnementaux et sociaux supranationaux.** En effet, si les préoccupations individuelles et nationales constituent des sujets d'inquiétudes prépondérants, les résultats de ce sondage montrent clairement que les enjeux environnementaux et sociétaux plus globaux constituent aussi des préoccupations fortes, comme en témoigne leurs niveaux de présence à l'esprit ou leurs fréquences d'occurrence quotidienne.

Ainsi en tête de ces sujets, *les risques sur la santé par l'utilisation des produits chimiques dans l'industrie et l'agriculture* [69% de présence fréquente à l'esprit et pour 21% des Français tous les jours ou presque ; versus 80% et 28% pour le chômage], *le réchauffement de la planète et les catastrophes qui en résultent* [72% de présence fréquente à l'esprit et pour 18% tous les jours ou presque].

Les enjeux sociaux ne sont pour autant pas marginalisés non plus. *La pauvreté et l'exclusion dans le monde* est un sujet de préoccupation fréquent pour 63% des Français et 16% y pensent tous les jours ou presque. Il en est de même *pour Les écarts de qualité de vie entre les pays pauvres et les pays riches* avec respectivement 61% et 16%.

- **Si une large majorité des Français déclare avoir entendu parler du Sommet de la Terre de Rio, seul un petit quart affirme pouvoir dire de quoi il s'agit précisément, et avec pour tous, le sentiment largement partagé que ce type de sommet n'a pas de réelles implications locales.**

Si seulement 30% de la population Française déclare ne jamais avoir entendu parler du Sommet de la Terre de RIO, il faut noter aussi que seul 17% affirme *pouvoir dire précisément de quoi il s'agit*. Un chiffre à peu près équivalent à la part de Français qui a entendu parler à ce jour (fin mai 2012) de Rio+20. Renforçant ce déficit de visibilité des conférences

mondiales, on ne trouve que 10% des interviewés qui affichent à la fois une certaine connaissance et qui savent que se tiendra prochainement un nouveau Sommet – RIO+20 –.

Ce déficit de notoriété résulte-t-il du fait qu'une part tout aussi faible de la population a le sentiment que ce type de conférences mondiales a des répercussions au niveau local [17% de Français] ? C'est en tout cas une hypothèse que l'on peut émettre. Une hypothèse d'autant plus solide lorsqu'on met en regard les niveaux de préoccupations déclarés sur ces sujets.

A noter que les 18-24 ans constituent un groupe de la population plus informé que les autres, puisqu'ils sont 27% à avoir entendu parler de RIO+20 et 28% à avoir le sentiment que ce type de sommet a de réelles applications au niveau local.

- **Pour autant, cette méconnaissance des dénominations et calendriers des conférences mondiales n'est pas le signe d'une indifférence. Pour preuve la part très importante de Français manifestant le désir d'exprimer ses idées sous forme de votes, de contributions, de débats.**

A la question *si le Club France RIO+20 – présenté rapidement aux interviewés – organisait une concertation auprès des Français, souhaiteriez-vous faire entendre/apporter vos idées ...* l'échantillon représentatif de la population française interrogé témoigne à nouveau de son vif intérêt pour ces questions et de son souhait de participer activement à ces débats et recherches de solutions. On trouve ainsi une très large majorité qui désire *faire entendre ses idées en votant par internet sur la base de propositions déjà clairement définies* : 74% dont 27% certainement. La contribution à des forums sur internet s'affiche aussi à des niveaux élevés : 46% dont 9% certainement. Et en dépit de l'implication plus forte que demande la participation à des débats publics, 33% des Français déclarent qu'ils souhaiteraient y participer [dont 7% certainement].

- **Un désir de participation au débat d'autant plus fort que les préoccupations sont réelles et que demeure le sentiment d'une insuffisante écoute des attentes de la société civile lors de ces conférences mondiales : 78 %** pense que la société civile est insuffisamment impliquée et sa parole insuffisamment prise en compte.
- **On remarquera que sur la base de la liste des propositions que pourrait porter le Club France RIO+20, les enjeux sociaux sont tout autant mis en avant que les enjeux environnementaux : malnutrition et mortalité infantile, réchauffement de la planète, éducation et formation des jeunes aux questions sociales et environnementales, prise en compte des enjeux environnementaux et sociétaux au même titre que l'économie et l'emploi** se situent tous les quatre à des niveaux comparables, entre 46% et 40%.
A noter que les jeunes sont plus sensibles que le reste de la population au thème relatif à *la lutte contre les discriminations (des jeunes, des femmes, des plus âgés ou bien encore des minorités ethniques)* : 38% vers 27%.
- **Assez naturellement, face à des enjeux aussi globaux, et compte tenu de leur place dans le cœur des préoccupations des Français, ces derniers plébiscitent la création d'une Organisation Mondiale de l'environnement : 82% déclarent que c'est une bonne idée dont 28% une très bonne idée.**

Luc Balleroy

Directeur Général d'OpinionWay

Delphine Sirven

Directrice du pôle Environnement, Social et
nouvelle gouvernance d'OpinionWay



POSITIONS DU CLUB FRANCE RIO+20 POUR LA CONFERENCE MONDIALE

Ces résultats de l'étude inédite d'Opinion Way sur les attentes des Français à l'égard du Sommet de la terre, font écho aux positions prises en matière de gouvernance territoriale multi-acteurs pour la Conférence Internationale des Nations Unies, dite Rio+20, des réseaux de la société civile rassemblés par le Club France RIO+20.

Cette étude fait écho aux positions du Club France RIO+20 partagées dans son manifeste « **Pour une gouvernance territoriale durable, solidaire et humaine** », signé collégalement par ses membres, en novembre 2011 et qui seront portées par sa délégation lors de la conférence des Nations Unies.

Le manifeste est disponible sur le site du Club France RIO+20 : <http://www.rioplus20france.org> ainsi que sur le site des Nations Unies : www.unccd2012.org.

Le Club France RIO+20 attend une reconnaissance affirmée des parties prenantes et une réforme de la gouvernance internationale de l'environnement qui s'inscrive dans une logique de développement durable, avec :

- une réforme sur la gouvernance internationale de l'environnement qui reconnaisse l'expérience de tous les acteurs territoriaux (collectivités, entreprises, société civile) et leur capacité à agir et à innover efficacement en faveur du développement durable
- le développement des réseaux d'échanges pluri-acteurs, afin d'associer pleinement la société civile au processus de réflexion et de décision et responsabiliser ses parties prenantes
- une meilleure articulation des démarches de développement durable du global au local et du local au global, et l'adoption de nouveaux indicateurs, plus cohérents et complets que le PIB.

Le Club France RIO+20 **souhaite aussi qu'une définition de l'économie verte soit précisée et clairement fondée sur les objectifs de développement durable à la fois économiques, sociaux et environnementaux.** Il estime aussi que cela la nécessaire mutation que cela impose, doit s'appuyer sur toutes les parties prenantes publiques, privées et associatives. Leurs innovations, expériences et synergies tant au niveau national que territorial, permettent de nouveaux modèles de développement.

Au-delà de la gouvernance environnementale, Rio + 20 doit être la Conférence mondiale où la société civile, qui aspire à un changement de modèle, sera entendue. Quelles que soient les conclusions de Rio+20, l'avenir est à la co-création entre les acteurs locaux au cœur des territoires et des villes. Il est nécessaire de passer de la notion d'une économie verte à celle d'une économie de transition.

Manifeste

POUR UNE GOUVERNANCE TERRITORIALE DURABLE, SOLIDAIRE ET HUMAINE.

Préambule

Vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio, **les acteurs des territoires français (Collectivités, entreprises, associations, écoles, établissements publics) constatent que le bilan des engagements internationaux, pris par les États en 1992, est globalement insatisfaisant.** Malgré les nombreux rendez-vous internationaux, l'état des ressources, la pauvreté et les fractures sociales se sont en effet aggravés. A l'occasion de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), qui se déroulera du 4 au 6 juin 2012, **ils réaffirment ainsi la nécessité d'engager une meilleure gouvernance planétaire du développement durable, transversale et partagée,** pour redonner sur la scène internationale un nouveau souffle à ce concept. **Le « Club France Rio +20 »** (voir la note de présentation ci-jointe en annexe) **demande que cette réforme de la gouvernance reconnaisse l'expérience de tous les acteurs territoriaux et leur capacité à agir et à innover efficacement en faveur du développement durable.** Depuis près de dix ans, ce sont eux, par centaines de milliers, qui s'organisent pour associer l'ensemble des parties-prenantes autour d'une vision à la fois stratégique et concrète de l'avenir des territoires, surtout urbains. Les 800 Agenda 21 locaux français témoignent d'ailleurs de cette nouvelle génération de contrats entre les différentes échelles de collectivités, les entreprises, le tissu associatif, la recherche, les organismes de formation et les habitants. Cette nouvelle organisation mondiale pourra également s'inspirer du Grenelle français de l'Environnement, impulsé en 2007.

Nos convictions

La France regorge de talents, de forces et de créativité pour construire une société durable, plus respectueuse de l'humain et de son environnement, plus ambitieuse sur le plan social et culturel. Alors que certains enjeux planétaires trouvent une résonance toute particulière dans l'hexagone - vulnérabilité face au changement climatique, disparition des espaces naturels, déclin de l'emploi industriel, vieillissement de la population – de nombreuses initiatives sont engagées par les acteurs territoriaux dans des domaines très variés, comme le recours aux transports collectifs et aux circulations douces, la recherche d'une plus grande efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables, le développement d'une économie solidaire, éthique et responsable, la mise sur le marché de produits innovants, souvent par de petites entreprises, ou encore l'installation d'une réelle contribution des habitants à la conception des politiques publiques.

Ces actions concrètes suggèrent que le développement durable ne se limite pas à un engouement éphémère. Il offre au contraire une grille de lecture opérationnelle pour anticiper les évolutions, participer aux mutations, analyser les risques et les opportunités et investir des marchés porteurs. Toutefois, ces initiatives restent encore trop souvent isolées et l'élaboration d'une culture commune, axée sur l'action, est encore à développer.

Il est aujourd'hui nécessaire de renforcer la cohérence des initiatives portées par l'ensemble des acteurs locaux, publics et privés, pour se doter d'une vision à la fois prospective et partagée de chaque territoire, prendre des engagements ambitieux, élaborer des solutions communes, partager des outils, essayer les bonnes pratiques et mettre en place un système d'évaluation lisible et pédagogique. A cet égard, nous prenons acte :

- de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et du plan Action 21 adoptés en 1992 lors du Sommet de la Terre de Rio,
- de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (1998),
- des Objectifs du Millénaire pour le développement (Déclaration du Millénaire - 2000),
- des dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies (2000),
- de la déclaration de Johannesburg sur le développement durable et du Plan de mise en œuvre du Sommet mondial de Johannesburg (2002),
- de l'accord de Copenhague issu de la 15e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies

sur les changements climatiques (2009),

□ de la norme ISO 26 000, pour la responsabilité sociétale des organisations (2010),

□ de la déclaration des Collectivités locales et territoriales françaises en vue de Rio+20 (Assises nationales du développement durable - 2011),

□ des engagements des établissements d'enseignement supérieur pour la conférence des Nations Unies de Rio+20 (2011)¹.

L'ambition de ce manifeste est d'exposer ces enjeux et nos engagements pour qu'ils puissent inspirer la gouvernance mondiale du développement durable dont les nouveaux contours et la feuille de route devraient être arrêtés à Rio en juin 2012.

Nos ambitions pour l'avenir

Pour renforcer le niveau d'exigence et la cohérence de nos initiatives sur le développement durable, nous souhaitons :

□ **Développer les réseaux d'échange pluri-acteurs** qui représentent l'ensemble des composantes de la société civile et expérimentent de nouvelles formes de coopération entre les acteurs locaux.

L'objectif est de développer une véritable architecture territoriale du développement durable.

□ **Renforcer la sensibilisation et la formation des dirigeants** du public et du privé, en développant des espaces de savoir et de recherches, dans chaque région, en lien avec les universités et les écoles du territoire. Il s'agit notamment de créer une culture commune du développement durable au niveau local.

□ **Responsabiliser nos parties-prenantes et user de nos sphères d'influence.** Le devoir d'exemplarité auquel nous sommes tenus se conjugue avec un devoir de pédagogie et de responsabilisation de l'ensemble de nos parties-prenantes pour que chaque acteur puisse exercer pleinement ses responsabilités.

□ **Réfléchir collectivement, territoire par territoire, à des objectifs chiffrés et des échéances** à court, moyen et long termes pour répondre aux enjeux du développement durable et pour favoriser les actions menées vers une économie verte œuvrant pour l'éradication de la pauvreté. C'est sur la base d'une vision positive et partagée du territoire que les résultats seront au rendez-vous.

□ **Imaginer un système d'évaluation commun**, à la fois aux collectivités, aux entreprises, aux associations, aux établissements publics et appropriable par la population, en élaborant des référentiels partagés, sur un même territoire. Cet instrument permettra d'interroger chaque acteur sur sa réponse aux enjeux locaux du développement durable.

□ **S'inscrire dans une politique de transparence rigoureuse**, à travers la publication régulière de l'impact économique, écologique, social et culturel de nos activités. Les acteurs réaffirment ainsi leur adhésion à la convention d'Aarhus.

□ **Réfléchir à des mécanismes de financements conjoints** sur le développement territorial durable, où chacun des acteurs, publics mais aussi privés, prend part à ses responsabilités. Les collectivités ne peuvent assumer seules le financement des actions de développement durable. Les organismes privés peuvent aujourd'hui y contribuer.

Nos souhaits pour 2012

A l'occasion de la conférence des Nations Unies Rio+20, nous souhaitons que soient mieux articulées les démarches de développement durable du global au local, et du local au global.

Nous demandons à cet effet :

Aux organisations internationales, de :

□ **Définir une feuille de route à vingt ans**, dans la continuité du plan Action 21 défini à Rio en 1992, assortis

¹ « *Commitment to Sustainable Practices of Higher Education Institutions on the Occasion of the United Nations Conference on Sustainable Development in Rio 2012* »

d'objectifs et d'échéances chiffrés vers une économie verte œuvrant pour l'éradication de la pauvreté, et reconnaissant l'importance de la gouvernance territoriale et des partenariats entre les acteurs des territoires, dans la mise en œuvre de cette stratégie.

□ **Renouveler la gouvernance mondiale du développement durable**, en créant une plus grande synergie entre les différentes organisations internationales œuvrant pour l'environnement, l'éducation, la santé, le commerce, le travail ou encore l'agriculture, tout en créant, en parallèle, une Organisation Mondiale de l'Environnement;

□ **Réaffirmer le caractère transversal du développement durable**, trop souvent compartimenté comme une question environnementale. C'est quand l'environnement se nourrit de solidarité, d'efficacité économique, de coopération qu'il s'humanise, prend corps et suscite l'adhésion des forces vives locales.

□ **Adopter de nouveaux indicateurs**, plus cohérents et complets que le PIB, pour reconnaître les activités de toutes les parties-prenantes et exprimer l'ensemble des dimensions du développement durable (comme notamment la gestion des ressources naturelles, les activités non-monétaires, l'éducation, les travaux domestiques ou encore le bénévolat).

□ **Confirmer le rôle essentiel de l'enseignement, notamment supérieur, dans la création et la diffusion des nouveaux concepts et savoirs**, auprès de toutes les parties-prenantes, nécessaires à la construction d'une économie durable.

□ **Affirmer une priorité forte à l'égard des territoires urbains** compte tenu des évolutions des villes et des grandes agglomérations à travers le monde et des liens nécessaires à entretenir avec les zones rurales dans une logique de développement durable. Mettre tout en œuvre pour favoriser l'émergence de nouvelles solutions technologiques et de nouvelles organisations pour créer de véritables espaces urbains durables.

A l'Union européenne, de :

□ **Enrichir la stratégie européenne du développement durable, et veiller à préciser les objectifs chiffrés et les échéances**, en lien avec tous les acteurs, et en cohérence avec les principes de l'Agenda 21 de Rio et les objectifs tracés par la stratégie européenne de développement durable.

□ **Aider au développement de réseaux de mutualisation et d'échanges sur la responsabilité sociétale des organisations**, regroupant l'ensemble des acteurs.

□ **Soutenir financièrement les démarches de coproduction**, comme les Agenda 21, engagées à l'échelle des territoires sur le développement durable.

□ **Adopter une politique d'aide au développement ambitieuse et concertée** avec les pays du sud.

□ **Promouvoir la recherche et l'innovation pour accélérer le développement d'une économie verte et responsable**, pour que l'Europe puisse rester compétitive et garde sa place d'acteur majeur dans le monde. Du soutien apporté aujourd'hui à la recherche naîtront les innovations technologiques et sociétales de demain.

A l'Etat français, de :

□ **Poursuivre la décentralisation**, pour renforcer l'efficacité des politiques publiques, impulser et accompagner les changements des modes de production et de consommation, réduire les coûts de gestion et apporter la crédibilité nécessaire à la mobilisation des citoyens et des partenaires locaux sur les questions de DD.

□ **Renforcer la participation des acteurs territoriaux dans la définition des grandes politiques nationales.**

□ **Alléger les procédures administratives et les cadres juridiques d'appels d'offre.** Un équilibre entre contrôle réglementaire et le droit à l'expérimentation doit être recherché pour favoriser la mise en œuvre de projets originaux dans un cadre cohérent.

□ **Promouvoir le développement des espaces urbains durables**, en s'appuyant sur une approche multi-acteurs et une approche globale des besoins de chaque territoire et en recherchant une optimisation du cadre de vie et de la mobilité urbaine.

□ **Favoriser l'investissement et l'entrepreneuriat socialement et écologiquement responsables** en vue de créer des emplois, et cela à tous les niveaux (travailleurs manuels, qualifiés, artisans, entrepreneurs, techniciens, ingénieurs, gestionnaires, etc.), et de diminuer nos impacts et favoriser l'intégration harmonieuse des activités humaines au sein des écosystèmes.

□ **Favoriser l'intégration du développement durable dans les petites structures**, publiques (petites collectivités) ou privées (TPE/PME), en développant l'information, la formation, l'accompagnement et la mise en réseau, et en veillant à développer une politique fiscale adaptée.

□ **Soutenir la coopération avec les pays du Nord comme du Sud qui s'accordent pour partager les mêmes visions et valeurs** du développement durable.



LA DELEGATION DU CLUB FRANCE RIO+20 A RIO EN JUIN 2012

La composition de la délégation est à l'image de l'ambition et des positions du Club France RIO+20.

Ce sont ainsi plus de 150 acteurs engagés dans le développement durable (collectivités, entreprises, associations et autres parties prenantes issues de l'éducation, de la recherche, des organismes de formation, des syndicats et des think-tanks) qui participeront activement au programme de rencontres et de débats organisés du 19 au 23 juin avec notamment :

- un side event au Rio Centro : « *La ville durable une utopie concrète, comment gouverner et gérer les villes de demain ?* » organisé par le Comité 21 le 19 juin à 15h inscrit au programme officiel de l'ONU
- un side event sur « *Delivering green growth : French views on public-private dialogue* » organisé par EpE le 21 juin à 13h30 inscrit au programme officiel de l'ONU
- une quarantaine de rendez-vous, débats, conférences, au Pavillon France
- des rencontres avec notamment les représentants institutionnels du Brésil du Canada et de l'Afrique.

Grâce à son approche multi-acteurs, le Comité 21 s'est vu confier la gestion et l'animation du Pavillon de la France à Rio qui portera sur le thème *Innovation, villes et territoires durables* et qui accueillera l'ensemble des acteurs français et des participants au Sommet de la Terre du 13 au 24 juin (tvrioplus20france.org).



PRESENTATION DU PAVILLON FRANCE RIO+20

Le sommet des chefs d'Etat (20 au 22 juin 2012) sera organisé au Centre de Convention Riocentro (à Barra da Tijuca, 35 km du centre-ville). Il y aura plusieurs centres d'exposition et de manifestations culturelles : parc des athlètes à côté du centre de conférence, autodrome Arena à 3 km du centre de conférence, au centre ville le Parc de Flamingo, la zone portuaire (entrepôts qui avaient servi lors du FUM de 2010) et la mairie (prefeitura) de Rio qui mettra aussi des lieux à disposition.

Le sommet est précédé de 4 journées de rencontres pour les acteurs non étatiques et la société civile du 16 au 19 juin 2012 les « sandwich days » portant sur les thématiques suivantes : éradication de la pauvreté, sécurité alimentaire et nutritionnelle, énergie, eau, consommation et production durables, innovation pour le développement durable, villes durables, travail décent et migrations, océans. La plupart des side-events auront lieu durant ces quatre journées.

Un « Sommet des peuples » sera enfin organisé du 15 au 23 juin 2012.

ORGANISATION D'UN PAVILLON FRANCE POUR REUNIR LES ACTEURS FRANÇAIS SUR RIO + 20

Lors des phases de préparation de la Conférence et fort du lancement réussi du Club France Rio+20 qu'il a initié, le Comité 21 a pris l'initiative, avec l'appui du cabinet Alliantis, de proposer à l'Etat français la mise en place d'un Pavillon France.

Ce pavillon France est conçu pour réunir entreprises (grands groupes et PME), collectivités locales, acteurs publics (ministères, établissements publics comme l'AFD, l'ADEME etc.) ONG, syndicats et chercheurs.

L'Ambassadeur Jean-Pierre Thébaud tout comme François Pujolas, Secrétaire général en charge de la préparation de Rio+20, ont demandé aux entreprises et à différents organismes de réfléchir à la possibilité d'être parties prenantes d'un pavillon français sur la thématique « Innover pour des villes et territoires durables ».

Le Comité 21 a été soutenu dans sa démarche et a constitué un Comité de pilotage placé sous l'égide de l'Etat avec :

Pour l'Etat français :

- François Pujolas, Secrétaire Général en charge de la préparation de la France à la conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)

Pour le Comité 21 et le Club France Rio+20 :

- Gilles Berhault, président

- Sylvianne Villaudière, coordinatrice générale, partenariats, conseil stratégique

- Pierre-Samuel Guedj, presse

- Charles Ifrah, organisation, direction de production

Pour chaque partenaire /contributeur public ou privé :

- 1 représentant

Caractéristiques du Pavillon France Rio+20 :

- Lieu : Parc des Athlètes, à côté du Centre de Convention Riocentro à Barra de Tijuca
- Dates : du 13 au 24 juin 2012
- Thème : « Innovations, villes et territoires durables » afin de présenter l'ensemble des outils et des savoir-faire français innovants participant à l'émergence d'une économie verte, à l'éradication de la pauvreté, à la lutte contre les changements climatiques et en faveur de la protection de la biodiversité.
- Taille : 250 m² d'espace de débats et plateau TV + espace cocktail

CONCEPTION ET MISE EN PLACE DU PAVILLON FRANCE RIO+20

Concept du Pavillon France Rio+20 : L'idée est d'accueillir le plus possible de manifestations tout particulièrement autour des thèmes « **Innovation, villes et territoires durables** ».

Il pourra accueillir conférences de presse, forums, émissions sur le plateau TV, ateliers de réflexion, cocktails... Il pourra aussi servir de centre de presse pour les journalistes français, avec des moments privilégiés de présentation autour des réflexions, technologies et solutions françaises.

Le pavillon sera le centre nodal de la participation française. Il a vocation à recevoir les délégations étrangères et les réseaux comme le Global Compact, l'ICLEI...

Il accueillera une diversité d'activités multimédia et web :

- Une présentation des acteurs français concernés sur tous les sites en France et à Rio
- Un calendrier et un programme de toutes les activités françaises dans tous les lieux
- Equipes de tournage
- Un plateau TV à Rio de Janeiro
- Un plateau TV en France, au Conseil Economique, Social et Environnemental à Paris, en partenariat avec des médias : Acteurs Publics et Terre.tv, TV5
- Cette plateforme vidéo renvoie vers le site officiel de la France (géré par les deux ministères), le site diplomatie.fr, le site du Club France et les sites des différents membres du Pavillon et partenaires

Programme de side-events à l'espace du Pavillon France Rio+20 à Rio : Une cinquantaine de « side event » de 1h30 ou de 30 mn, des plateaux TV, des débats et cocktails.

Des temps ont été réservés pour les interventions officielles, pour les ONG et syndicats et pour un JT chaque jour afin de suivre l'actualité de Rio+20

Liste des partenaires du Pavillon France Rio+20

Etat – Ministères

Partenaires officiels:

- Ademe
- EDF
- GDF SUEZ
- Schneider Electric
-

Partenaires

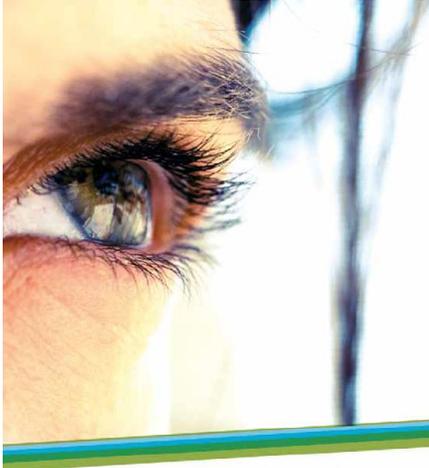
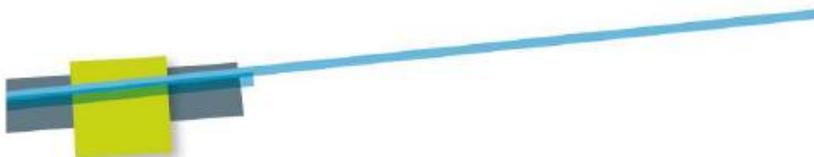
- Lafarge
- AFD
- Alliance Allenvi – INRA CIRAD
- Partenariat français pour l'eau (PFE)
- Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT)
- IRD

Contributeurs :

- CNRS
- Guyane
- CDC
- L'Oréal
- CFDT
- DCNS
- CESE
- =)- Gouvernement de Calédonie
- AXA

Partenaires média :

France 24, AEF, Terre TV, Acteurs publics



LE COMITE 21 EN QUELQUES MOTS

Le Comité 21 est le premier réseau d'acteurs engagés dans la mise en œuvre opérationnelle du développement durable en France. Depuis 1995, il facilite les échanges entre ses membres au service de leur efficacité et de leur innovation.

Le Comité 21 produit des recommandations stratégiques et méthodologiques, ainsi que des ouvrages qui font référence. Il réunit l'ensemble des parties prenantes concernées :

- **entreprises** (multinationales et PME),
- **collectivités** (des communes aux régions),
- **associations** (environnement, développement, solidarité locale, défense des droits humains...),
- **institutions**, établissements d'enseignement supérieur et médias.

NOS AXES DE TRAVAIL

Agenda 21 – Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) – Education au développement durable- Ville durable – Dialogue avec les parties prenantes – Ancrage territorial des organisations – Marketing durable – Prospective & innovation

Rejoignez
le Comité 21!
PREMIER RÉSEAU
DES ACTEURS
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE



PLUS ENCORE,
ADHÉRER
AU COMITÉ 21, C'EST

REJOINDRE plus de 440 adhérents engagés (entreprises, collectivités, associations, organismes publics, établissements d'enseignement supérieur et médias) pour un développement

+ RESPONSABLE

+ ÉTHIQUE

+ HUMAIN

ÊTRE MEMBRE
DU COMITÉ 21,
C'EST

DISPOSER

d'outils pratiques, de formations ainsi que de services dédiés : boîtes à outils, guides méthodologiques, dépêches d'actualités.

BÉNÉFICIER

du premier réseau français d'acteurs du développement durable pour développer vos contacts et construire des partenariats opérationnels.

ACCÉDER

aux meilleures pratiques, à des démarches innovantes et à un savoir-faire sur la concertation avec les parties prenantes.

ANTICIPER

vos enjeux stratégiques grâce aux travaux de son Comité de prospective.



Comité 21 - Comité français pour le développement durable
132, rue de Rivoli, 75001 Paris, France
Tél. : (33) 01 55 34 75 21 . Fax: (33) 01 55 34 75 20
comite21@comite21.org
www.comite21.org . www.agenda21france.org

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PARC ET DE LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

Si l'Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette a réaffirmé la culture de l'exceptionnel au cœur de son projet, il a parallèlement inscrit le développement durable et l'éco-citoyenneté au cœur de sa politique en mettant en œuvre une démarche Agenda 21. Fort de ces engagements, le Parc de la Villette est heureux d'accueillir le lancement de Rio + 20.

Une gestion du parc écoresponsable

Dans un contexte de crise écologique où l'hyperactivité humaine menace chaque jour davantage l'environnement, le Parc de la Villette a décidé de placer le développement durable et l'écoresponsabilité au cœur de sa politique d'aménagement et d'exploitation.

La taille du parc, son positionnement géographique singulier ainsi que sa richesse patrimoniale et paysagère sont des atouts qu'il est indispensable de valoriser, de préserver et d'adapter.

Agenda 21

En rédigeant son propre Agenda 21, le Parc de la Villette souhaite concilier protection de l'environnement, développement économique et progrès social dans l'exercice de toutes ses missions : l'animation et la programmation culturelle, comme l'exploitation et l'aménagement. Il faut souligner que le Parc de la Villette est le tout premier établissement public culturel à s'engager dans le déploiement d'un Agenda 21.

Participative, cette démarche s'articule autour de sept groupes de réflexion thématique qui ont pour mission d'élaborer progressivement une politique de développement durable innovante et adaptée au parc.

Des aménagements durables et accessibles

Le Parc de la Villette a lancé un vaste programme de modernisation et de remise aux normes de ses espaces bâtis et de ses composantes paysagères afin d'en améliorer l'accessibilité et leurs performances énergétiques. Depuis trois ans, plusieurs audits énergie, eau et accessibilité ont été réalisés, dont les préconisations irriguent tous les programmes de travaux.

À titre d'exemples :

- la Folie² Café, lieu de restauration rapide, dispose notamment d'une terrasse à l'étage totalement accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR),
- la Folie accueil-information, repensée et rénovée, est désormais dotée de nombreux équipements numériques informatifs et ludiques dont le plus grand écran multi-tactile et interactif d'Europe (4m sur 1,25m). Cet espace offre également un accueil adapté aux personnes en situation de handicap, quel qu'en soit la nature : maquette 3D tactile, boucle magnétique de comptoir, bornes d'accueil ergonomiques, revêtements de sol adaptés, poste de consultation, éclairage et acoustique améliorés...

² Folie : sur le modèle des constructions ludiques qui parsemaient les parcs et jardins royaux des XVIII^e et XIX^e siècles, les vingt-six folies ont été imaginées par Bernard Tschumi, concepteur du Parc de la Villette, pour rythmer le parc comme un leitmotiv architectural. Aisément reconnaissables par leur couleur rouge, elles sont toutes conçues sur la base d'un cube de 10,80m de côté et disposées selon une trame régulière de 120m x 120m. Chacune d'elle est cependant unique de forme et de fonction

- Le Trabendo, salle de concert de musiques actuelles entièrement rénovée : matériel son et lumière à la pointe des dernières technologies en la matière, création d'une rampe d'accès à la salle pour les personnes à mobilité réduite, luminaires remplacés par des appareils avec sources lumineuses de type LED et fluo compact...

Parallèlement, plusieurs initiatives ont été engagées pour encourager les circulations douces :

- Spécialement installé pour l'été, le pont flottant mobile réunit les deux rives du canal de l'Ourcq et facilite la traversée de tous les publics : familles avec poussette, cyclistes, personnes âgées, PMR... Ce pont pivote pour laisser passer les bateaux ;
- Des goulottes à vélo ont été installées sur le pont de la Galerie de la Villette pour permettre à tous les cyclistes de franchir le canal ;
- Le Parc de la Villette a mis en place une vingtaine d'emplacements dotés d'arceaux de stationnement de vélo répartis aux endroits les plus fréquentés. Deux stations *Vélib* viennent compléter ce dispositif.

Les Jardins Passagers

Îlots naturels au cœur de la ville, les jardins passagers sont ouverts à la vie de quartier et constituent un lieu de rencontre et de transmission pour tous. Véritables jardins en mouvement, ils n'ont de cesse d'entretenir le dialogue avec le vivant à travers des cycles de jardinage, des parcours artistiques et de nombreux ateliers destinés à sensibiliser les publics aux questions écologiques. Labellisés Ecocert, les jardins participent également au défi de faire du parc un pôle incontournable en matière de biodiversité.

Par ailleurs et afin que les jardins soient accessibles à tous, les travaux suivants ont été réalisés :

- création d'un pôle d'accueil pour le public avec bar et sanitaires accessibles ainsi que des rangements et un récupérateur d'eau pluviale,
- mise en place d'un chemin adapté permettant l'accessibilité aux PMR,
- installation de trois bacs de rempotage accessibles en position assise,
- déplacement des ruches et mise en accessibilité de certaines d'entre elles.

La programmation culturelle

Une programmation adaptée aux enjeux de demain

Aujourd'hui, les problématiques environnementales sont plus que jamais au cœur des réflexions et des pratiques culturelles. Dans cette perspective, la programmation culturelle développe des projets où se mêlent thèmes environnementaux, dispositifs participatifs et exigence artistique. En 2013, l'artiste japonais Tadashi Kawamata organisera une grande exposition en extérieur, sur la thématique de l'écologie humaine de réalisation, utilisant des matériaux de récupération. Dans le prolongement de cette démarche, les équipes de la programmation préparent une autre exposition avec les artistes Lucy et Jorge Orta pour 2014.

Encourager la diversité des publics

Depuis sa création, le Parc de la Villette a inscrit la relation à ses publics au cœur de ses missions. Il s'agit pour l'établissement de rassembler en favorisant la diversité et les personnes dites éloignées de la culture. L'Agenda 21 entend renforcer cette dimension fondamentale et propose à ce titre toute une réflexion sur l'accessibilité et l'accueil des publics.

Les résidences d'artistes

Parallèlement, le Parc de la Villette poursuit une politique de résidences d'artistes volontariste à travers plusieurs programmes d'accompagnement. Ces dispositifs de soutien ont pour vocation de s'intégrer à la programmation culturelle de l'établissement et participent ainsi activement à la construction de son identité. Au carrefour de divers champs disciplinaires, ces initiatives témoignent de l'émergence d'une nouvelle scène artistique qui investit l'espace public et interroge son rapport au territoire. Ainsi, la préservation de la diversité culturelle et la valorisation des pratiques artistiques sont au cœur des enjeux du développement durable.

Contact Parc de la Villette

Karima Alaoui 01 40 03 75 26 / k.alaoui@villette.com

Contacts presse :

Bertrand Nogent 01 40 03 75 74 b.nogent@villette.com

Carole Polonsky 01 40 03 75 23 c.polonsky@villette.com

Quelques événements emblématiques

Cinéma en plein air



Jazz à la Villette



Villette Sonique



Fondé et dirigé depuis 2000 par **Sylvianne Villaudière** qui a été à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers de ces sujets au moment du 1^{er} Sommet de la Terre, le cabinet Alliantis travaille pour Rio+20 depuis le début 2011.

Ayant élaboré le **Programme « RIO+20 Entreprises »**, il a organisé un séminaire de sensibilisation des dirigeants d'entreprises à Paris en octobre 2011. Cette rencontre, en présence d'environ 200 dirigeants, était placée sous le Haut Parrainage d'Alain JUPPÉ, Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, et de Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Les anciens Premiers Ministres Michel ROCARD et Jean-Pierre RAFFARIN, tout comme José Mauricio BUSTANI, Ambassadeur de la République du Brésil et Brice LALONDE, Coordinateur exécutif de la Conférence des Nations unies sur le développement durable ont apporté à cette occasion leur témoignage et leur soutien.

Puis, le cabinet Alliantis a co-organisé fin février 2012 avec la Fondation Prospective et Innovation un **voyage** co-présidé par Jean-Pierre RAFFARIN et Gérard MESTRALLET, d'une délégation de dirigeants d'entreprises à Rio et Brasilia, comportant des entretiens avec les autorités brésiliennes, des visites et plusieurs débats à haut niveau.

Le cabinet Alliantis accompagne le Comité 21 présidé par Gilles BERHAULT et le Collège des Directeurs du Développement durable (C3D) présidé par Hélène VALADE sur leurs opérations liées à Rio+20 depuis juillet 2011.

- **Pour le C3D**, le cabinet Alliantis qui est chargé depuis sa création de son secrétariat général et de la préparation de son Campus annuel, a veillé en juillet 2011 à présenter en avant-première à la communauté des directeurs du développement durable les enjeux de Rio+20 en présence des autorités brésiliennes et des Ambassadeurs Michel DOUCIN et Jean-Pierre THEBAULT.
 - Sylvianne Villaudière est déléguée générale du C3D.
- **Pour le Club France Rio+20**, lancé à l'initiative du Comité 21, le cabinet Alliantis apporte une force de conseil et de proposition sur les enjeux stratégiques, et les relations avec les parties prenantes et les partenaires. Il assure le secrétariat général du Club France Rio+20 et la préparation du déplacement de la Délégation à Rio de Janeiro des 150 acteurs du Club France Rio+20.
 - Sylvianne Villaudière est coordinatrice du Club France Rio+20.
- **Pour le Pavillon France Rio+20**, le cabinet Alliantis apporte une force de conseil et de coordination générale des opérations. Il est l'interlocuteur des partenaires et des contributeurs, assure la programmation des différents événements et side-events du Pavillon.
 - Sylvianne Villaudière est coordinatrice générale du Pavillon France Rio+20.

Rappel sur le cabinet Alliantis :

Le cabinet Alliantis intervient dans le domaine du conseil en stratégie de communication en réseau.

Il a assuré un cadrage stratégique et un accompagnement sur des sujets aussi emblématiques que le canal Seine-Nord Europe auprès de Voies navigables de France depuis 2000, le « Forum des entreprises et du développement durable » auprès du Ministère chargé de l'Ecologie avec des réunions thématiques mensuelles de 2005 à 2008, le secrétariat général du « Collège des Directeurs du Développement Durable » (C3D) depuis sa création en 2007, les travaux du Cercle pour l'Optimodalité en Europe (COE) depuis 2009, la mise en place et l'animation du Comité d'orientation développement durable d'EGIS, ou la préparation depuis 10 ans du « Prix Européen de la Sécurité Routière » organisé par la Fondation Norauto...



LES AUTRES MEMBRES DU CLUB FRANCE RIO+20

Collectivités et Organismes publics



Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la triple tutelle du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit. www.ademe.fr



Caisse des Dépôts

Au cœur des enjeux de la conférence de Rio+20, la question du financement des politiques de développement durable et de la transition vers une économie verte est décisive.

La Caisse des Dépôts a fait du développement durable une priorité transversale de son plan stratégique Elan 2020. Etablissement Public au service de l'intérêt général et du développement économique durable du pays, l'institution est résolument engagée, dans la durée, pour accompagner la transition vers un modèle de croissance plus sobre en ressources et moins polluant. Ainsi, parce que son horizon temporel est le long terme, le groupe anticipe et innove pour apporter des solutions durables à ses interlocuteurs et clients, qu'ils soient collectivités territoriales, entreprises, universités ou associations, notamment sur les sujets infrastructures (énergie et mobilité), immobilier, villes et territoires...

La Caisse des Dépôts se mobilise en vue de la conférence de Rio+20. Elle a apporté son soutien aux travaux préparatoires de plusieurs think tank et associations de place (travaux du comité 21 notamment). Elle est partenaire du « Club France Rio+20 » afin de promouvoir la participation des entreprises françaises et de la société civile aux préparatifs du sommet. Investisseur responsable, elle a également contribué dans les différents groupes de place financiers internationaux dont elle est membre (Initiative Finance du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Principes pour l'Investissement Responsable...) à défendre l'investissement de long terme, condition nécessaire des stratégies de développement durable. www.caissedesdepots.fr

Afin d'être partie prenante du prochain Sommet de la Terre, le Conseil régional des Pays de la Loire s'est inscrit dans le Club France RIO +20 par le biais de l'antenne régionale du Comité 21. A ce titre, la collectivité participe aux travaux du Club France RIO +20 particulièrement sur les thèmes de l'économie verte et du renouvellement des agendas 21.

Titulaire du label Ruban du développement durable et reconnue par le Ministère, la Région des Pays de la Loire a adopté son Agenda 21 en 2009. Elle l'évalue actuellement dans l'optique de définir son avancée sur le chemin du développement durable et de faire progresser la démarche.

Avec les nombreux acteurs de son territoire, elle accompagne des projets et adapte régulièrement ses dispositifs pour favoriser l'accompagnement des mutations et anticiper l'avenir. On peut citer le développement des éco-filières, la création des plate-formes régionales d'innovation, le contrat de progrès des entreprises pour une conditionnalité des aides économiques, la démarche prospective, les travaux de définition de nouveaux indicateurs de richesses.

Les jeunes étant au cœur de l'action régionale et particulièrement concernés par la mise en œuvre du développement durable en tant que générations futures. La Région des Pays de la Loire a souhaité sensibiliser des enseignants et des lycéens et apprentis issus d'établissements éco-responsables sur les enjeux du Sommet. Cinq d'entre eux se joindront à la délégation régionale afin de vivre la Conférence onusienne.

www.paysdelaloire.fr



La Délégation Nord-Pas de Calais Rio+20

La Délégation Nord Pas-de Calais s'appuie sur un projet de mobilisation intitulé « Trajectoires Développement Durable », qui a associé près de 1000 acteurs en Nord-Pas de Calais en 2011 et début 2012. Cette

mobilisation a permis d'élaborer un discours partagé sur le bilan et les perspectives du développement durable en Nord-Pas de Calais, la délégation des acteurs du Nord-Pas de Calais constituée autour du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, et portée techniquement par le Cerdd, pose ses valises à Rio de Janeiro du 18 au 24 juin. Son objectif à plus long terme est d'engager un forum permanent s'appuyant sur Rio+20 pour guider le Nord-Pas de Calais sur la voie d'une nouvelle étape du développement durable.

La délégation portera notamment huit orientations stratégiques pour l'avenir et des thèmes ciblées sur « territoires en transition » ou « villes durables nouveaux modèles économiques ».

Emmenée par Myriam Cau, Vice-Présidente en charge du Développement Durable, de la Démocratie Participative et de l'Évaluation au Conseil régional du Nord-Pas de Calais, la délégation Nord-Pas de Calais Rio+20 intègre :

- la délégation officielle française
- la délégation nationale Club France Rio+20
- et travaille en partenariat avec le Collectif Rio+20 qui regroupe les ONG et syndicats français.

Les structures participantes de la Délégation npdc Rio+20 : Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Cerdd, Conseil Général du Nord, Communauté Urbaine de Dunkerque, World Forum Lille, Centre des Jeunes dirigeants, Gaz réseau Distribution France, ADEME Nord-Pas de Calais, Institut du Développement Durable et Responsable, Atemis, Lianes coopération, Observatoire de la biodiversité Nord-Pas de Calais, Terre de Liens, Vivacités - ainsi qu'une journaliste.

Le Centre ressource du développement durable, est un outil unique, créé en 2001, à vocation régionale. Son projet est de faciliter la diffusion du développement durable auprès des acteurs publics et privés de la région Nord-Pas de Calais. Il mobilise des compétences en analyse, diffusion et animation sur les enjeux clés du développement durable en Nord-Pas de Calais. Le Cerdd compte également un Pôle Climat depuis 2010, ainsi qu'un Observatoire Climat depuis 2012, toujours à vocation régionale. Le Cerdd est un Groupement d'Intérêt Public issu du partenariat entre les services déconcentrés de l'Etat et le Conseil régional Nord-Pas de Calais.

Contact : Emmanuel Bertin, Directeur, ebertin@cerdd.org



Institut national de la propriété industrielle

L'INPI est un établissement public, entièrement autofinancé, placé sous la tutelle du ministère Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Cet organisme délivre les brevets, marques, dessins et modèles et donne accès à toute l'information sur la propriété industrielle et les entreprises. Il participe activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de la propriété industrielle

et de la lutte anti-contrefaçon en assurant notamment le secrétariat général du Comité National Anti-Contrefaçon. Sur le plan international, l'INPI adapte et construit le droit de la propriété industrielle, agit au sein d'instances européennes et mondiales et développe la coopération internationale avec de nombreux pays. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a souhaité porter sa réflexion sur le développement durable en lien avec la propriété intellectuelle, en particulier dans le cadre d'un « Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore ». Tous les offices y sont représentés dont l'INPI. En outre, l'INPI a signé des accords bipartites de coopération technique avec les offices des principaux Etats émergents, dont le Brésil et développé un réseau d'experts régionaux au sein des ambassades de quelques-uns de ces Etats, dont un en place à l'ambassade de France à Brasilia. Désormais la question du développement durable en lien avec la protection de la propriété industrielle fait partie des thématiques débattues dans le cadre des échanges de l'INPI avec ses homologues, l'atelier sur l'innovation et les technologies vertes qui s'est tenu le 2 mars 2012 à Rio en aura été la preuve concrète. www.inpi.fr



Le Conseil général de la Martinique

Le Conseil Général est l'assemblée délibérante du département de la Martinique, en tant que collectivité territoriale, distincte de l'administration de l'Etat. L'assemblée est composée de quarante cinq élus et présidée par Mme Josette MANIN. Au cœur des compétences du Conseil Général se retrouve l'essentiel des préoccupations au quotidien des citoyens : solidarité et action sociale, santé, éducation, transports, aménagement du territoire, infrastructures, action culturelle et sportive, pêche et agriculture, environnement, développement durable, prévention des risques naturels majeurs, tourisme etc. La collectivité est organisée en cinq directions : La

Conseil Général de la Martinique

Direction Générale des Services départementaux pilote l'administration de la collectivité départementale. Elle est en lien permanent avec la Présidence, l'Exécutif, l'ensemble des Conseillers Généraux, le Cabinet, les services et joue un rôle de coordination à l'égard des autres Directions ; La Direction Générale Adjointe chargée des Affaires Sanitaires et Sociales et du Logement Social (DGA 1) ; La Direction Générale Adjointe chargée des Equipements, de l'Eau, des Affaires Economiques et du Transport (DGA 2) ; La Direction Générale Adjointe chargée des Finances et des Moyens (DGA 3) ; La Direction Générale Adjointe chargée de la Culture, du Sport, de l'Education, du Tourisme et du Cadre de Vie (DGA 4). L'administration compte 2576 agents. Budget principal 2012 : 691.422.596 millions d'euros.



The 40 Foundation

Fondée en 2008 par M. Hares Youssef, homme d'affaires international, personnalité publique, philosophe et philanthrope, la Fondation 40 est une organisation de bienfaisance, située à Paris et à Genève, dont les principaux objectifs sont le soutien à l'indépendance de la science et la promotion à l'approche pluridisciplinaire face aux problèmes clés d'aujourd'hui.



Région Guyane



Ville de Marseille

Depuis de nombreuses années, la Ville de Marseille conduit sa politique de développement durable en adoptant de nouvelles formes de gouvernance locale mobilisant fortement les acteurs de la société civile.

En témoignent l'immersion des Récifs artificiels dans la Baie du Prado et, le 18 avril 2012, la création du Parc National des Calanques, 10^e parc national français et le seul qui soit à la fois terrestre et marin (90% de la surface est en mer), premier parc péri-urbain d'Europe et troisième au monde.

Forte de son expérience, Marseille, lors du Forum Mondial de l'Eau, a proposé d'animer une plateforme permanente d'échanges méditerranéens encourageant le dialogue entre tous les acteurs de la société civile et les scientifiques pour redynamiser la « gouvernance » des territoires autour de la Méditerranée.

Dans cet esprit, à l'occasion de Rio + 20, la Ville est prête à témoigner de la pertinence d'une représentation de la société civile au sein des instances de gouvernance mondiale, et de plaider pour une responsabilité accrue des entreprises vis-à-vis de l'environnement.

www.marseille.fr



Ville de Montpellier

Montpellier est la 8^{ème} Ville de France avec près de 260 000 habitants. C'est une des plus belles villes du Sud de la France, située au bord de la Méditerranée. Elle est dirigée depuis 2004 par Mme Hélène MANDROUX, son Maire, et le Conseil municipal composé de 60 membres.

Dynamique et attrayante, ville étudiante et internationale, Montpellier possède de nombreux atouts :

- un riche patrimoine architectural
- un urbanisme audacieux et maîtrisé,
- une industrie tournée vers les technologies de pointe,
- un pôle de recherche et de culture scientifique performant,
- des institutions culturelles créatives,
- des festivals internationaux,
- un milieu universitaire de premier plan,
- la première faculté de médecine du Monde occidental, encore en activité et au meilleur niveau,...

La Ville de Montpellier est jumelée avec 9 villes du monde et fait partie de plusieurs réseaux thématiques de villes.

Capitale Française et Européenne de la Biodiversité 2011, Montpellier est la fondatrice du réseau Médiversité, le réseau des villes méditerranéennes pour la préservation de la Biodiversité.

www.montpellier.fr

Entreprises



Eco Emballage

Eco-Emballages assure le pilotage du dispositif national de tri et de recyclage des emballages ménagers.

Entreprise privée, agréée par l'Etat, Eco-Emballages a une mission qui s'inscrit dans une démarche d'intérêt général au bénéfice du

consommateur citoyen.

Son modèle est fondé sur la coopération et l'intelligence collective de tous les acteurs - entreprises, collectivités, citoyens, filières de recyclage. Son objectif est de garantir l'efficacité environnementale et sociale au coût le plus juste. Le Point Vert est à ce titre une garantie pour le citoyen de l'engagement des entreprises pour limiter l'impact environnemental des emballages.

Aujourd'hui, grâce au geste quotidien de millions de Français, 64% des emballages ménagers sont recyclés en France.

Pour atteindre demain l'objectif de 75% de recyclage, Eco-Emballages agit de l'amont à l'aval pour renforcer la réduction des emballages à la source et permettre l'accès au tri pour tous et en mobilisant l'ensemble des acteurs dans une dynamique et une responsabilité communes. www.ecoemballages.fr

EDF



Le groupe EDF est un des tout premiers électriciens mondiaux avec 37 millions de clients et une production de 630,4 TWh dans le monde, intégrant tous les métiers de la production jusqu'au négoce et aux réseaux.

Le Groupe s'engage à préparer l'avenir à tous en inventant l'électricité de demain, qu'elle soit éolienne, hydroélectrique, nucléaire, photovoltaïque... et à bâtir ainsi un monde moins

émetteur de CO2.

Son modèle d'affaires équilibre activités régulées et concurrentielles. Par la qualité de ses équipes, ses capacités de R&D, son savoir-faire d'ingénierie et d'exploitation d'unités de production et de réseaux, par ses offres d'efficacité énergétique, il apporte des solutions compétitives pour concilier durablement développement économique et protection du climat. Acteur principal des marchés français et britannique de l'électricité, implanté en Italie et dans de nombreux pays européens, opérateur industriel en Asie et aux États-Unis, il est reconnu comme une référence mondiale du service public de l'énergie. france.edf.com/

Egis



Egis, est un groupe de conseil et d'ingénierie dans les domaines de la construction pour les transports, la ville, le bâtiment, l'industrie, l'eau, l'environnement et l'énergie. Dans les domaines routiers et aéroportuaires, l'offre du groupe s'élargit au montage de projets, au clé en main d'équipements et à l'exploitation.

Avec 12 000 collaborateurs, dont 7400 dans l'ingénierie, Egis

intervient dans une centaine de pays.

A l'instar de son actionnaire de référence, la Caisse des Dépôts. Egis ancre son action au cœur de l'intérêt général et de l'innovation. Egis participe ainsi à la réduction des inégalités par la création de valeurs au niveau des territoires.

Son intervention pluridisciplinaire en amont des projets et son rôle de prescripteur, lui permettent d'être force de proposition pour minimiser l'empreinte environnementale des travaux et de l'exploitation des ouvrages tout comme de développer une approche globale et intégrée de la performance économique, environnementale, énergétique et sociale.

Imaginer et accompagner des solutions d'aménagement durables, avec et au profit des populations, c'est la contribution d'Egis à une économie plus responsable. www.egis.fr



GDF SUEZ

En tant que première utility mondiale, GDF SUEZ participe activement à la mobilisation autour de Rio+20. Fort de l'expertise des métiers de ses 219 000 collaborateurs présents dans plus de 70 pays, GDF SUEZ met au cœur de ses activités une croissance responsable en proposant à ses clients des solutions innovantes et durables. Pour cela, GDF SUEZ s'appuie sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO₂ et une expertise dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l'efficacité énergétique, la production indépendante d'électricité et les services à l'environnement. GDF SUEZ soutient l'implication de la société civile et du secteur privé dans la gouvernance mondiale de l'environnement. Le Groupe a contribué aux travaux des Nations Unies pour Rio+20 et a publié sur le site du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement un cahier d'acteur rassemblant un ensemble de bonnes pratiques. GDF SUEZ prépare plusieurs événements lors des Journées de la Société Civile à Rio+20, notamment dans le cadre du Global Compact et du WBCSD. Parmi les thèmes de Rio+20 sur lesquels le Groupe travaille on peut citer l'accès à l'énergie durable, avec le programme « GDF SUEZ Rassembleurs d'Energie », le sustainable business (énergies renouvelables, efficacité énergétique, recherche et développement de solutions innovantes), villes de demain ou encore l'optimisation de l'usage des ressources naturelles. Rio+20 est l'occasion de démontrer à l'externe comme à l'interne les actions du Groupe pour le développement durable. www.gdfsuez.com

“*opinionway*”

Opinionway

OpinionWay a été créée en mars 2000 avec une idée fondatrice simple : Innover.

Son métier est d'observer, écouter, interroger comprendre et analyser les consommateurs, les citoyens, les salariés et les entreprises pour répondre aux problématiques des marques, des institutions ou des médias.

Pionner dans les différentes solutions d'interrogation online (panel, focus group, plateforme conversationnelle, e-consultation), OpinionWay innove encore aujourd'hui en utilisant aujourd'hui toutes les voies du rich média (images, sons, vidéos, charting) afin de faciliter l'appropriation des résultats d'études. Présent sur tous les enjeux de la vie économique et politique, OpinionWay est organisé en départements avec à leurs têtes des experts reconnus –Grande consommation, Services, Loisirs, BtoB, Santé, Corporate, Climat interne, Politique, Institutionnel-

Pour aller plus loin dans l'accompagnement client, OpinionWay a créé en 2011 InnovativeWay dont la mission est d'aider les entreprises à innover dans leurs offres, leurs plateformes de marque mais aussi sur les problématiques environnementales, sociales et de nouvelle gouvernance.

Enfin depuis 2007 OpinionWay a mis en place une politique RSE qui se traduit notamment par une Bourse annuelle d'étude primant 5 projets de l'économie sociale et solidaire.



PwC

PwC développe en France des missions d'audit, d'expertise comptable et de conseil créatrices de valeur pour ses clients, en privilégiant des approches sectorielles. Plus de 169 000 personnes dans 158 pays à travers le réseau PwC partagent idées, expertises et perspectives innovantes au bénéfice de leurs clients et partenaires. Les entités françaises membres de PwC rassemblent 4 000 personnes dans 25 bureaux. "PwC" fait référence au réseau PwC et/ou à une ou plusieurs de ses entités membres, dont chacune constitue une entité juridique distincte. Pour plus d'information, rendez-vous sur le site www.pwc.com/structure <www.pwc.com/structure>.

Fondé en 1993 et leader en France, le département de PwC, spécialisé en développement durable, est aujourd'hui pleinement intégré au pôle de conseil en stratégie de PwC. Notre département Développement Durable s'appuie par ailleurs sur le réseau international SBS (Sustainable Business Solutions) de PwC. Ce réseau compte 800 consultants répartis dans 45 pays, dont 40 en France. Nos différentes lignes de services peuvent répondre à l'ensemble des problématiques des entreprises liées à des questions de développement durable : stratégie, achats durables, analyse de cycle de vie, éco-conception des produits ou des services, affichage environnemental/social, reporting extra-financier, marketing, communication, etc.

http://www.pwc.fr/creer_de_la_valeur_grace_au_developpement_durable.html

sensation !

Création d'événements
& communication

Sensation !

Sensation !, agence de communication événementielle engagée RSE (première agence de labellisée PrestaDD[®]) et co-fondateur du collectif "éco-événement.org", accompagne et conseille le **Comité 21** et le **Club France Rio+20** dans la mise en

œuvre de sa communication événementielle. **Sensation !** a notamment conçu le projet emblématique "un Nouveau Souffle pour la Planète" : dispositif symbolique, participatif et citoyen qui visait à mobiliser le grand public, les acteurs publics et les entreprises privées, en participant au gonflage (physique et via internet & réseaux sociaux) d'une planète géante de 20m de haut située au cœur de Paris.

Intervenant depuis plus de 20 ans dans les problématiques de communication interne (conventions, soirées internes, ...), de communication externe "B to B" (lancements de produits, salons, congrès, colloques internationaux, conférences de presse, ...) mais aussi de communication grand public (expositions itinérantes, dispositifs d'information, événements "360°" et réseaux sociaux, ...), l'agence sensation ! est lauréate de la plupart des prix professionnels.

*Mieux connaître l'agence **sensation !** sur : www.sensation.fr*

contact : Dan-Antoine Blanc-Shapira / dabs@sensation.fr



SUEZ ENVIRONNEMENT

"S'engager pour la planète est une belle entreprise"

Déjà engagés dans la croissance verte et dans l'économie circulaire, SUEZ ENVIRONNEMENT et ses filiales intègrent de nouveaux comportements qui créent de la valeur et réinventent avec ambition leurs deux métiers traditionnels, la gestion de l'eau et des déchets.

Ecoute, dialogue et connaissance approfondie des territoires sont les maîtres mots qui guident la démarche du Groupe qu'il s'agisse de redéfinir la gouvernance des contrats, d'en co-construire les modèles économiques ou de combiner performance économique, sociale et environnementale. SUEZ ENVIRONNEMENT participe à l'élaboration des solutions de demain pour que la croissance verte devienne une opportunité mondiale.

SUEZ ENVIRONNEMENT dessert aujourd'hui 91 millions de personnes en eau potable, 63 millions en assainissement et assure la collecte des déchets de 57 millions de personnes dans le monde.

Avec plus de 80 000 collaborateurs, SUEZ ENVIRONNEMENT est un leader mondial exclusivement dédié aux métiers de l'eau et des déchets sur les cinq continents, qui a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 14,8 milliards € et dont GDF SUEZ est l'actionnaire de référence à hauteur de 37,7 %.

www.suez-environnement.fr

Sustainway



Inventer la mémoire du futur

SUSTAINWAY

SUSTAINWAY est un cabinet qui accompagne les organisations afin intégrer la Responsabilité sociale / RSE dans leur stratégie et le pilotage opérationnel de leurs plans d'action, en conciliant création de valeur économique et valeur sociale.

Son dirigeant et fondateur, Olivier Dubigeon, détient 36 ans d'expérience du développement soutenable : acteur de terrain, dirigeant d'entreprise industrielle et acteur de collectivité territoriale et d'organisation de service public, co-rédacteur de l'ISO26000,...). Expert international reconnu en pilotage intégré du

Développement Durable et de la « Responsabilité Sociétale » (Social Responsibility) des organisations, co-auteur international du Cadre de référence ISO26000.

Sustainway apporte cette expertise au travers de processus clés : gouvernance, dialogue parties prenantes, intégration dans les pratiques métiers et les fonctions, évaluation de la performance RSE, crédibilité RSE. Il a mis au point et déployé des solutions originales, notamment pour évaluer la performance RSE et la contribution d'une organisation au développement local. Il permet ainsi aux organisations de se différencier grâce à une posture de 2^e et 3^e génération du « développement durable ».

Responsable Ingénierie développement durable et valorisation performance globale, Chargé de mission Développement Durable, Chargé de mission Ethique et Responsabilité, Chargé de mission Marketing stratégique et opérationnel, Directeur Département national Industrie. Ingénieur Arts et Métiers, diplômé en 3e cycles : management et stratégie de l'entreprise ; économie de projets de développement ; éco-développement ; sociologie de développement.

olivier.dubigeon@sustainway.com

www.sustainway.com



Veolia Environnement

Veolia Environnement est le référent mondial des services à l'environnement. Présent sur les cinq continents avec plus de 315 000 salariés, le groupe accompagne ses clients collectivités et industriels dans quatre secteurs complémentaires : la gestion de l'eau, la gestion des déchets, la gestion énergétique et la gestion des transports de voyageurs.

Les solutions apportées par Veolia Environnement dans le cadre de ses activités participent concrètement à la lutte contre les dérèglements climatiques, la préservation des ressources naturelles et la protection de la santé et des services écosystémiques. Le Groupe contribue également à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en assurant la fourniture de services essentiels à des populations précarisées.

Au cœur de la stratégie de Veolia Environnement, la recherche et l'innovation mobilisent notamment un réseau interne de 850 chercheurs répartis dans 6 centres dans le monde, soit un investissement annuel de plus 100 millions d'Euros.

Le Groupe contribue également de manière significative à la formation aux métiers de l'environnement, grâce à son réseau de 18 Campus situés en France et à l'international, et par la mise en place de nombreux partenariats institutionnels et pédagogiques. Une attention particulière est apportée à l'insertion des jeunes sans diplôme, à travers une politique active d'alternance qui s'est déjà traduite par la formation qualifiante et l'embauche de plusieurs milliers de jeunes.

En 2011, Veolia Environnement a desservi 102 millions de personnes en eau potable et 69 millions en assainissement, traité près de 60 millions de tonnes de déchets et a assuré les besoins en énergie de plus de 120 000 installations énergétiques.

www.veolia.fr



Pour une contribution française à « RIO+20 » sur la gouvernance

Perspective

Les milieux de vie de la planète terre sont en péril.

Portée par les courants écologistes et associatifs, relayée par les media et les instances de la gouvernance mondiale, l'exigence environnementale progresse dans les opinions publiques.

Pour autant, l'action collective reste en deçà des enjeux et elle ne suffit pas à infléchir les dynamiques dans une perspective de développement co-évolutif.

Catalyseur de participation citoyenne, le paysage entre en scène, à différentes échelles dans l'art des jardins, dans l'aménagement local, dans la planification territoriale, dans les politiques urbaines.

Transverse aux politiques sectorielles, le paysage renouvelle les dynamiques de mobilisation, d'anticipation prospective et d'action sur le milieu de vie.

A la fois exigence, fin, levier d'action et un moyen, à la jointure des milieux de vie, de l'opinion publique, du social, de l'économique et de l'action collective, le paysage donne sa place au sensible et à l'exigence de qualité esthétique dans les processus décisionnels.

Oui, le paysage est un media incontournable.

Oui, le Paysage est un « must », à faire entrer au sommet de Rio.

Plateforme paysage et prospective : Etienne BERTRAND, Yves DARCOURT LEZAT, Gilles VEXLARD

Fondation Nicolas Hulot : Jean-Jacques BLANCHON

Intervenant au Forum du 8 juin : **Gilles Vexlard**, Prix français du paysage 2009, Prix international du paysage 2006

Partenaires médias



LES RESEAUX PARTENAIRES (AU 5 JUIN 2012)

Nota : cette liste présente plus de 50 réseaux ayant indiqué leur accord.

- Comité 21,
- Assemblée des communautés de France (AdCF),
- Association communication et information pour le développement durable (ACIDD),
- Association des communautés urbaines de France (ACUF),
- Association des maires de France (AMF),
- Association des maires des grandes villes de France (AMGVF),
- Association des Régions de France (ARF),
- Association française des entreprises privées (AFEP),
- Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE),
- Association Les Eco-Maires,
- Association OREE,
- Association Santé Environnement France,
- Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD),
- Cercle pour l'Optimodalité en Europe (COE),
- CFDT,
- Cités Unies France (CUF),
- CleanTuesday,
- Club Cap'Com,
- Collège des directeurs du développement durable (C3D),
- Collège des hautes études en développement durable (CHEDD),
- Comité français de la chambre de commerce internationale (ICC France),
- Comité national des Conseillers du Commerce extérieur de la France (CNCCEF),
- Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME),
- Conférence des grandes écoles (CGE),
- Conférence des présidents d'universités (CPU),
- Décider ensemble,
- Energy Cities,
- Entreprendre vert,
- Entrepreneurs d'avenir,
- Entreprises pour l'Environnement (EpE),
- European partners for the environnement (EPE),
- Fédération des Maires des villes moyennes (FMVM),
- Fédération des parcs naturels régionaux de France,
- Femmes, Débat et Société (FDS),
- Fondation Nicolas Hulot,
- Forum des amis du global compact,
- France Nature Environnement,
- FSC France,
- GREEN CROSS France et Territoires,
- Institut de la Gestion Déléguée,
- Institut Français de Formateurs Risques Majeurs et protection de l'Environnement (IFFO-RME),
- Institut Robert Schuman pour l'Europe,
- Mouvement des entreprises de France (MEDEF),
- Observatoire des Achats Responsables (ObsAR),
- ORSE,
- Partenariat français pour l'eau (PFE),
- Société française des urbanistes,
- Terra Nova,
- UNAT,
- World Forum Lille,
- WWF France.